

Sommaire

Introduction

<i>L'arrêt Cicoella du 11 octobre 2000</i>	7
La première jurisprudence de la Cour de cassation sur la protection des lanceurs d'alerte?	8
Le « dossier » de la protection juridique des lanceurs d'alerte	10
Les lanceurs d'alerte, acteurs d'une démocratie technique.	12
Mobilisations : protéger les lanceurs d'alerte sur les risques sanitaires et environnementaux	17
Mobiliser des ressources conceptuelles	17
Nouer des alliances	30
Obtenir le vote d'un texte législatif	35
Recompositions : la démocratie technique rattrapée par la transparence de la vie publique	48
L'alerte sur les risques sanitaires et environnementaux : un cas d'alerte parmi d'autres	49
Le traitement de l'alerte	65
La protection des lanceurs d'alerte entre non-discrimination et liberté d'expression	72
<i>Conclusion</i>	87
<i>Bibliographie</i>	91
<i>Sources juridiques</i>	101